

**MINISTERE DES FINANCES**  
**SECRETARIAT GENERAL**  
**DIVISION DE LA PREVISION**

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**  
**Paix-Travail-Patrie**

# **NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DU PREMIER TRIMESTRE 2024**



# Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	5
VUE D'ENSEMBLE .....	6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL .....	9
SECTEUR REEL .....	13
SECTEUR EXTERIEUR .....	23
FINANCES PUBLIQUES .....	27
SITUATION MONETAIRE .....	32
COMITE DE REDACTION .....	36



# Sigles et Abréviations

**BEAC** : Banque des Etats de l’Afrique Centrale

**CEMAC** : Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale

**CSPH** : Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures

**DGB** : Direction Générale du Budget

**DGD** : Direction Générale des Douanes

**DP** : Division de la Prévision

**FMI** : Fonds Monétaire International

**lb** : Livre anglaise

**IS** : Impôts sur les Sociétés

**MINFI** : Ministère des Finances

**OCDE** : Organisation de coopération et de développement économique

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PNG** : Position Nette du Gouvernement

**PNT** : Position Nette du Trésor

**SNH** : Société Nationale des Hydrocarbures

**TSPP** : Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers

**TVA** : Taxe sur la Valeur Ajoutée

# VUE D'ENSEMBLE

## *Environnement économique international*

**Au premier trimestre 2024**, l'activité économique mondiale est marquée par la poursuite de la flambée des prix résultant des tensions géopolitiques (notamment au Moyen-Orient et en Ukraine) ; le relèvement des taux directeurs par les banques centrales pour lutter contre l'inflation ainsi que l'enlisement du marché immobilier en Chine et ses contrecoups sur les autres secteurs d'activités.

Selon l'OCDE, dans le groupe des pays avancés, la croissance économique se situe à 0,3% après 0,4% au trimestre précédent. Dans les pays émergents et en développement, la conjoncture économique a été marquée par des évolutions contrastées de la croissance du PIB.

**Sur l'ensemble de l'année 2024**, le FMI estime la croissance mondiale à 3,2 % comme en 2023. Dans les pays avancés, la croissance devrait s'accélérer à 2,7% en 2024 après 1,6% en 2023. Elle s'établirait à 2,7% après 2,5% en 2023 aux États-Unis ; 0,8% après 0,4% dans la zone euro ; 0,5% après 0,1% au Royaume-Uni; 0,9% après +1,9% au Japon.

Dans le groupe des pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait décélérer à 4,2% après 4,3% en 2023. Dans les principales économies du groupe, les évolutions seraient de 4,6% après 4,3% en Chine et 6,8% après 7,8% en Inde.

**En Afrique subsaharienne**, la croissance devrait s'accélérer pour se situer à 3,8% après 3,4% en 2023, tirée entre autres par celles du Nigéria (+3,3% après +2,9%) et de l'Afrique du Sud (+0,9% après +0,6%). En zone CEMAC, la croissance serait de 3,1% en 2024 après 3,4% en 2023.

S'agissant des prix, le taux d'inflation est estimé selon le FMI à 5,9% après 6,6% en 2023 pour l'ensemble de l'économie mondiale. Ce taux serait de 2,6% après 4,6% en 2023 dans le groupe des pays avancés et 8,3% comme en 2023 dans celui des pays émergents et en développement. En Afrique subsaharienne, l'inflation serait à 4,9 % après 5,9% en 2023.

Concernant les cours des matières premières, les cours moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun sont globalement en hausse au premier trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Toutefois, les cours du pétrole brut diminuent de 1% pour se situer à 83,0 dollars/baril. En glissement annuel, ils augmentent de 2,1%.

## *Situation de l'économie nationale*

### **Croissance et prix**

Le chiffre d'affaires global des entreprises au premier trimestre 2024 recule de 2,6% par rapport au trimestre précédent, tiré par la baisse des chiffres d'affaires des secteurs primaire (-3,6%) et tertiaire (-4,8%). A contrario, le chiffre d'affaires du secteur secondaire progresse de 1,9%. Dans l'ensemble, l'on enregistre aussi une baisse de la masse salariale (-1,1%) et des effectifs (-3,8%). Parmi les principales préoccupations des chefs d'entreprises, figurent les défis sécuritaires et climatiques. De même, le niveau élevé de l'inflation, avec

des effets qui se font ressentir dans plusieurs secteurs, constitue une préoccupation pour le Gouvernement. La croissance du PIB est estimée à 4,1% en 2024 après 3,3% en 2023.

S'agissant des prix, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 0,8% par rapport au quatrième trimestre 2023. Cette évolution est principalement imputable à l'accroissement des coûts de « transports » (+5,2%) et de ceux du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,8%). En glissement annuel, cet indice augmente de 5,0%, en lien avec la hausse des prix de la quasi-totalité des fonctions de consommation, en particulier les produits alimentaires (+5,6%) et le transport (+14,3%). Sur l'ensemble de l'année, l'inflation est estimée autour de 7% après 7,4% en 2023.

### Secteur extérieur

**Au premier trimestre 2023 et en glissement annuel**, le déficit du solde courant de la balance des paiements se creuse de 159 milliards et se situe à 37,3 milliards, résultant de : (i) la détérioration des déficits des biens (-152,7 milliards) et des services (-92,7 milliards) ; (ii) la réduction de l'excédent des revenus secondaires (-45,5 milliards). Les déficits des services et des revenus primaires se réduisent et l'excédent des revenus secondaires s'accroît.

Les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 380 milliards, après 345,8 milliards au trimestre précédent et 38 milliards au premier trimestre 2023.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du premier trimestre 2024 enregistre un excédent de 19,8 milliards, après 129,2 milliards au quatrième trimestre 2023 et un déficit de 150,7 milliards au premier trimestre 2023.

### Finances publiques

Au premier trimestre 2024, les recettes internes recouvrées se chiffrent à 1 195,2 milliards, en baisse de 22,0 milliards (-1,8%) par rapport au premier trimestre 2023. Cette baisse s'observe sur les recettes pétrolières (-81,8 milliards) qui se chiffrent à 167,4 milliards.

Par contre, les recettes non pétrolières évaluées à 1 027,8 milliards, sont en hausse de 59,8 milliards. Cette augmentation est induite par celle des recettes des impôts et taxes (+66,9 milliards) et des recettes non fiscales (+4,8 milliards). Quant aux recettes douanières, elles diminuent de 11,9 milliards.

Les emprunts et dons décaissés s'élèvent à 266,3 milliards, en augmentation de 50,3 milliards (+23,3%) en rythme annuel. Ils comprennent 67,4 milliards de prêts projets, 47,7 milliards d'émissions de titres publics en net et 20 milliards de dons.

Les dépenses budgétaires totales et prêts nets base ordonnancements se chiffrent à 1 432,5 milliards contre 1 451,5 milliards au premier trimestre 2023, soit une baisse de 19 milliards (-1,3%).

Les dépenses courantes augmentent de 111,9 milliards pour se situer à 699,4 milliards dont 343,3 milliards de dépenses de personnel et 261,6 milliards de transferts et pensions. Les dépenses d'investissement se chiffrent à 144,7 milliards, en diminution de 38,6 milliards par rapport au premier trimestre 2024.

Le service effectif de la dette publique se chiffre à 508,7 milliards, en diminution de 129,7 milliards. Il est composé de 253,2 milliards de dette extérieure et 255,5 milliards de dette intérieure.

### **Situation monétaire**

A fin mars 2024, et par rapport à fin décembre 2023, la situation monétaire est marquée par une diminution des avoirs extérieurs nets (-6,9%) et une hausse du crédit intérieur (+6,5%), les deux agrégats se situant respectivement à 2 773,2 milliards et 7 757,8 milliards.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 5,6% pour s'établir à 8 734,0 milliards. Celle-ci est composée de 20,5% de monnaie fiduciaire, 45,4% de monnaie scripturale et 34,3% de quasi-monnaie.

En glissement annuel, la situation monétaire progresse de 9,2% consécutivement à une baisse de 6,9% des avoirs extérieurs nets et une hausse de 17,9% du crédit intérieur.



## ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### *Croissance économique et inflation*

**Au premier trimestre 2024**, l'activité économique mondiale est marquée par la poursuite de la flambée des prix résultant des tensions géopolitiques (notamment au Moyen-Orient et en Ukraine) ; le relèvement des taux directeurs par les banques centrales pour lutter contre l'inflation ; l'enlisement du marché immobilier en Chine et ses contrecoups sur les autres secteurs d'activités. Selon l'OCDE, cette conjoncture difficile s'est reflétée par des performances moins bonnes enregistrées aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement.

**Dans le groupe des pays avancés**, le PIB ralentit à 0,3% après 0,4% au quatrième trimestre 2023. Toutefois, des disparités en termes de rythme de la croissance sont observées entre les pays du groupe.

**Aux Etats-Unis**, l'activité économique décélère à 0,4% après 0,8% au trimestre précédent. Ce ralentissement est lié à la baisse des exportations nettes et de l'investissement en stocks des entreprises. Cependant, on note une accélération de la consommation des ménages et des dépenses publiques.

**Dans la zone euro**, le PIB rebondit à 0,3% contre une contraction de 0,1% au trimestre précédent. Cette reprise est attribuable à l'accélération de la consommation des ménages, le rebond de l'investissement et la hausse des exportations nettes. Dans les principales économies de la zone, l'on enregistre une accélération en France (+0,2% après +0,1%) et en Italie (+0,3% après +0,1%) ; une stabilité au Portugal (+0,7% comme au trimestre précédent) ; en Belgique (+0,3%) ; en Espagne (+0,7%) et une reprise en Allemagne (+0,2% contre -0,5%).

**Au Royaume-Uni**, la croissance du PIB se redresse à 0,6% contre un repli à -0,3% au quatrième trimestre 2023. Ce rebond est essentiellement soutenu par l'accroissement de la consommation des ménages et des dépenses publiques. Cette performance s'explique entre autres, par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages, soutenue par la baisse de l'inflation et la progression importante des salaires, qui a permis de soutenir la confiance des consommateurs britanniques. Par contre, les investissements des entreprises et les importations des biens ont connu une baisse.

**Au Canada**, la croissance économique s'accélère à 0,6% après 0,2% au trimestre précédent. Cette évolution résulte de l'accélération des dépenses de consommation des ménages et de la formation brute de capital fixe ainsi que du ralentissement de l'accumulation en stocks des entreprises. L'augmentation des dépenses des ménages (+0,7%) a été le principal moteur de la croissance du PIB, tirée par les dépenses en services (+1,1 %), notamment les services de télécommunications, de logement et de transport aérien.

**Au Japon**, la croissance se contracte à -0,5% après 0,0% enregistrée au quatrième trimestre 2023. Ce repli est essentiellement tiré par la baisse de la consommation des ménages (-0,7%), des exportations des biens et services (-5,1%) et des investissements des entreprises (-0,3%). Cette contreperformance de l'activité économique s'explique notamment par: **(i)** les difficultés rencontrées dans l'industrie automobile locale, conduisant notamment à la fermeture temporaire des unités de production automobile du constructeur Daihatsu, filiale de Toyota, sur fond de scandale de sécurité ; **(ii)** le séisme dévastateur du 1<sup>er</sup> janvier 2024 sur la péninsule de Noto, avec ses répercussions sur l'activité économique ; **(iii)** la persistance des tensions inflationnistes et la faiblesse du yen, accentuée par la politique monétaire accommodante de la Banque du Japon, qui ont également affaibli le pouvoir d'achat des ménages.

**Dans les pays émergents et en développement**, la conjoncture économique a été marquée par des évolutions contrastées de la croissance du PIB dans les différentes économies du groupe.

**En ce qui concerne particulièrement la Chine**, la croissance du PIB s'accélère à 1,6% après 1,2% au quatrième trimestre 2023. Cette évolution est liée d'une part, à la bonne tenue de la consommation des ménages et de l'investissement manufacturier et d'autre part, à la remontée des exportations, en lien avec l'accroissement de la demande mondiale. Toutefois, l'enlèvement du secteur immobilier, représentant pendant longtemps l'un des moteurs de la croissance et un important vivier d'emplois, continue d'être un frein important à l'activité économique et ses contrecoups se font sentir dans plusieurs secteurs d'activités. Dans les autres pays du groupe, des accélérations sont observées en Turquie (+2,4 après +1,0%), en Corée du Sud (+1,3% après +0,5%), au Mexique (+0,3% après +0,0%) et une reprise au Brésil (+0,8% contre -0,1%). En revanche, on enregistre un ralentissement en Inde (+1,9% après +2,1%), et une contraction en Afrique du Sud (-0,1% contre +0,3%).

**Sur l'ensemble de l'année et selon les Perspectives économiques mondiales (avril 2024)** du FMI, la croissance mondiale est estimée à 3,2 % en 2023 et devrait maintenir le même rythme en 2024 et 2025. Selon les pays et groupes de pays, les évolutions restent contrastées.

**Dans le groupe des économies avancées**, la croissance devrait s'accélérer à 2,7% en 2024 après 1,6% en 2023. Cette évolution serait principalement liée à l'accélération de la croissance aux Etats-Unis (2,7% après 2,5% en 2023). **En zone euro**, la croissance s'établirait à 0,8% après 0,4% en 2023, tirée par une plus forte consommation des ménages, à mesure que les effets du choc sur les prix de l'énergie s'atténuent et qu'une décélération de l'inflation soutienne la croissance des revenus réels. Toutefois, des ralentissements sont attendus en France (+0,7% après +0,9%), en Italie (+0,7% après +0,9%), en Espagne (+1,9% après +2,5%) et une reprise en Allemagne (+0,2% contre -0,3%). Dans les autres économies du groupe, il est prévu des accélérations au **Royaume-Uni** (+0,5% après +0,1%) et au **Canada** (+1,2% après +1,1%), et une décélération au **Japon** (+0,9% après +1,9%).

**Dans le groupe des pays émergents et en développement**, la croissance devrait ralentir à 4,2% en 2024 après 4,3% en 2023. Dans les principales économies du groupe, la croissance devrait s'accroître en Chine (+4,6% après +4,3%) et en Russie (+2,8% après +2,1%), et ralentir au Brésil (+2,2% après +2,9%), au Mexique (+2,4% après +3,2%) et Turquie (+3,1% après +4,5%) et en Inde (+6,8% après +7,8%).

**En Afrique subsaharienne**, la croissance se situerait à 3,8% en 2024 après 3,4% en 2023, tirée par le Nigéria (+3,3% après +2,9%) et l'Afrique du Sud (+0,9% après +0,6%). Il importe de relever que le Niger et le Sénégal font partie des pays de la zone qui afficheraient des croissances les plus fortes en 2024 (avec des taux respectifs de 10,4 % et 8,3 %), grâce à la mise en service de projets gaziers et pétroliers. En zone **CEMAC**, la croissance serait de 3,1% en 2024 après 3,4% en 2023.

S'agissant **des prix, le taux d'inflation mondiale** projeté par le FMI à 5,9% en 2024 après 6,6% en 2023. **Dans les pays avancés**, l'inflation ralentirait à 2,6% en 2024 après 4,6% en 2023, en lien avec les ralentissements prévus aux Etats-Unis (+2,4% après +3,6%), en zone euro (+2,9% après +5,4%) et au Japon (+2,3% après +3,3%). **Dans les pays émergents et en développement**, elle se stabiliserait à 8,3%. En particulier, le taux d'inflation se situerait à 0,1% après 0,2% en 2023 en Chine ; 4,6% après 5,4% en Inde ; 6,9% après 5,9% en Russie ; 4,1% après 4,6% au Brésil ; 59,5% après 53,9% en Turquie.

**En Afrique subsaharienne**, l'inflation serait à 4,9 % en 2024 après 5,9% en 2023. Des disparités seraient observées entre les pays de la région, en raison notamment : (i) de la forte dépendance de certains pays à l'égard des importations de pétrole et des denrées alimentaires ; (ii) des risques de perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales ; (iii) des fréquents chocs climatiques ; (iv) des fortes dépréciations monétaires ; (v) des instabilités politiques et crises sécuritaires accrues. Le taux d'inflation s'établirait à 23,0% après 26,3% en 2023 au Nigéria et 4,5% après 4,9% en Afrique du Sud. En zone **CEMAC**, l'inflation progresserait à 4,5% après 5,1% en 2023.

### *Cours des matières premières*

Au premier trimestre 2024 et comparativement au trimestre précédent, les cours moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun sont globalement en hausse.

Les cours du **pétrole brut** se situent à 83,0 dollars/baril, en baisse de 1% par rapport au trimestre précédent. Le ralentissement de la demande mondiale et l'augmentation de l'offre non-OPEP sont les principales causes de cette réduction. En glissement annuel, les cours augmentent de 2,1%.

Les cours du **cacao brut** s'établissent à 6 148,7 dollars la tonne, soit une hausse de 54,1% par rapport au quatrième trimestre 2023. En glissement annuel, ils progressent de 129,5%. Ces évolutions sont attribuables à la baisse de la production, en lien avec les conditions météorologiques défavorables.

Les cours des **cafés** sont en hausse de 32,2% par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique principalement par des perturbations observées dans les chaînes d'approvisionnement. En glissement annuel, les cours du café robusta et arabica progressent respectivement de 52,6% et de 9%.

Les cours de l'**huile de palme** s'accroissent de 8,1% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la réduction de l'offre. En glissement annuel, ils baissent de 6,5%.

Les cours du **coton brut** sont en hausse de 5,3% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est la conséquence d'une consommation qui croit plus rapidement que la production. En glissement annuel, les cours sont quasi-stables.

Les cours de l'**aluminium** sont quasi-stables par rapport au quatrième trimestre 2023. En glissement annuel, ils baissent de 8,3%.

Les cours du **caoutchouc** progressent de 6% par rapport au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique par la baisse des stocks. En glissement annuel, les cours augmentent de 12,1%.

**Tableau 1 : Evolution des cours des matières premières exportées**

Périodes Libellés	1 <sup>er</sup> trim. 2023	4 <sup>ème</sup> trim. 2023	1 <sup>er</sup> trim. 2024	Variations en %	
	a	b	c	c/b	c/a
Aluminium (\$ US/tonne métrique)	2 398,6	2 189	2 199,1	0,5	-8,3
Café Arabica (Cents US la livre)	173,8	175,4	189,4	8	9
Cacao (\$ US/tonne métrique)	2 678,9	3 990,6	6 148,7	54,1	129,5
Coton (Cents US la livre)	97,2	92,2	97,1	5,3	-0,1
Huile de palme (\$ US/tonne métrique)	905,6	783,2	846,4	8,1	-6,5
Café robusta (Cents US la livre)	102,1	125,5	155,8	24,2	52,6
Pétrole brut (\$ US/baril)	81,2	83,8	83	-1	2,1
Caoutchouc (Cents US la livre)	137,3	145,3	154	6	12,1

Sources : INSEE, MINFI

### Taux de change nominal

Au premier trimestre 2024 et comparativement au trimestre précédent, le franc CFA s'apprécie vis-à-vis des monnaies de nos principaux partenaires commerciaux. Cette appréciation est principalement observée avec le Yuan chinois (2,6%), le Rand Sud-africain (1,6%), le Yen japonais (1,3%) et le Dollar américain (0,9%). La Livre sterling se déprécie de (1,2%). En glissement annuel, le franc CFA s'apprécie également vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires commerciaux du Cameroun. Cette appréciation est plus prononcée avec le Yen japonais (11,9%).

**Tableau 2: Evolution du taux de change nominal du FCFA vis-à-vis des principales devises**

Périodes Libellés	1 <sup>er</sup> trim. 2023	4 <sup>ème</sup> trim. 2023	1 <sup>er</sup> trim. 2024	variations	
	a	b	c	c/b	c/a
Dollar américain	610,65	609,06	603,49	-0,91	-1,17
Yen japonais	4,62	4,12	4,06	-1,35	-11,93
Livre sterling	741,91	755,98	765,28	1,23	3,15
Rand Sud-africain	34,38	32,48	31,95	-1,63	-7,07
Yuan chinois	89,26	86,16	83,95	-2,56	-5,95

Source : Banque de France, MINFI

## SECTEUR REEL

L'enquête de conjoncture du Ministère des Finances au titre du **premier trimestre 2024** fait ressortir que le chiffre d'affaires global des entreprises recule de 2,6% **par rapport au trimestre précédent**. Ce recul est tiré par celui des chiffres d'affaires des secteurs primaire et tertiaire, respectivement de 3,6% et de 4,8%. A contrario, le chiffre d'affaires du secteur secondaire progresse de 1,9%. Dans l'ensemble, l'on enregistre également une baisse de la masse salariale (-1,1%) et des effectifs (-3,8%).

Les défis sécuritaires et climatiques sont les principales préoccupations évoquées par les chefs d'entreprises. De même, le niveau élevé d'inflation, avec les effets qui se font ressentir dans plusieurs secteurs, reste une préoccupation du Gouvernement. La croissance du PIB est projetée à 4,1% en 2024 après 3,3% en 2023.

### *Secteur primaire*

Au premier trimestre 2024, ce secteur demeure marqué par les défis liés aux changements climatiques et la cherté des intrants agricoles. Le chiffre d'affaires est en baisse de 3,6% comparativement au trimestre précédent. Cette situation s'explique par le recul de la production dans plusieurs filières de l'agriculture. Les effectifs sont quasi-stables du fait de l'effet cumulé de la fin de contrat du personnel temporaire dans les entreprises en fin de campagne et du recrutement dans celles qui sont en pleine récolte. La croissance de ce secteur est estimée à 3,7% en 2024 après 2,5% en 2023.

Dans **l'agriculture industrielle et d'exportation**, le premier trimestre correspond à la reprise dans le cycle de production de certaines spéculations, notamment l'huile de palme brute et le coton. A contrario, il correspond à la période de baisse de production pour le caoutchouc, le cacao et la banane.

La production d'**huile de palme brute** augmente de 207,7% par rapport au trimestre précédent, en lien avec le cycle végétatif de la plante. En glissement annuel, la production d'huile de palme brute affiche une progression de 19,3%, tirée par le dynamisme observé chez tous les opérateurs de la filière. La filière a bénéficié d'une bonne pluviométrie enregistrée au quatrième trimestre 2023 qui a favorisé le développement des régimes et d'un bon ensoleillement au premier trimestre qui a permis un meilleur murissement des régimes.

La production de **banane** baisse de 12,8% par rapport au trimestre précédent, avec le cycle végétatif de la plante. En glissement annuel, elle croît de 1,4%, en lien avec les conditions climatiques favorables et la poursuite de la réhabilitation des plantations de la CDC.

La production de **coton fibre** progresse de 123,8% par rapport au trimestre précédent. Ce bond s'explique par la période de grande campagne, attribuable au cycle de production de la plante. En glissement annuel, la production de coton augmente de 9,5%, en lien avec l'accroissement des surfaces cultivées et l'amélioration des conditions de production des planteurs par la SODECOTON. En 2023, cette entreprise a investi près de 6 milliards pour le renouvellement des outils de production et des appareils roulants.

La production de **caoutchouc naturel** enregistre une baisse de 37,3% par rapport au trimestre précédent, en raison de l'effet combiné des conditions climatiques défavorables, du vieillissement des arbres et du cycle végétatif de la plante. En glissement annuel, la production de caoutchouc croît de 3,2%. La principale société de la filière, HEVECAM, poursuit la mise en œuvre de son plan d'investissement de 5 milliards axé sur la régénération des plantations et le renouvellement des équipements.

Dans la **silviculture et exploitation forestière**, la production de grumes diminue de 2,1% comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, la production de grumes chute de 40,1%, imputable entre autres à la baisse des commandes et à la décision du Gouvernement de surtaxer ces produits, afin d'encourager notamment la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>e</sup> transformation. En effet, le taux de droit de sortie applicable aux grumes et assimilés est passé de 50% en 2022 à 60% en 2023 et 75% en 2024.

La production des débités diminue de 6,1% par rapport au quatrième trimestre 2023. En glissement annuel, elle recule de 9,2%. Cette régression est imputable entre autres à la baisse des commandes, notamment celles en provenance de l'Asie.

**Tableau 3 : Taux de croissance de la production de certaines spéculations dans le secteur primaire (en %)**

Produits	1T2024/4T2023	1T2024/1T2023
Caoutchouc	-37,3	+3,2
Banane	-12,8	+1,4
Coton fibre	+123,8	+9,5
Huile de palme brute	+207,7	+19,3
Grumes	-2,1	-40,1
Bois sciés	-6,1	-9,2

Source : Enquête de conjoncture DP/MINFI

### **Secteur secondaire**

Le **secteur secondaire** reste marqué par la hausse des coûts de l'énergie, principalement l'électricité, le gaz naturel et les carburants. Cette situation contribue à accroître les charges de production. Par ailleurs, les difficultés d'approvisionnement en énergie électrique et le manque d'infrastructures routières font partie des préoccupations des chefs d'entreprises.

Le chiffre d'affaires du secteur progresse de 1,9% comparativement au trimestre précédent. La croissance de ce secteur est estimée à 3,3% en 2024 après 2,2% en 2023. Cette progression est principalement soutenue par les branches « BTP » (+5,5%), « Industries agroalimentaires » (+4,4%), « Autres industries manufacturières » (+5,2%) et « Production et distribution d'électricité » (+4,6%). Par contre, l'activité régresserait dans les « Industries extractives » (-4,7% après -1,9%) en lien avec le recul de la production pétrolière.

**Tableau 4 : Evolution du taux de croissance dans le secteur secondaire en (%)**

<b>Rubriques</b>	<b>2023</b>	<b>Estimation 2024</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>2,2</b>	<b>3,3</b>
Industries extractives	-1,9	-4,7
Industries agroalimentaires	3,9	4,4
Autres industries manufacturières	3,0	5,2
Production et distribution d'électricité	4,4	4,6
Production et distribution d'eau et assainissement	3,1	3,8
BTP	4,1	5,5

Sources : MINFI/DP, Comité de cadrage

Les **industries manufacturières** regroupent les industries agroalimentaires et les autres industries manufacturières.

Au premier trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, l'activité de production a été dynamique dans les **industries agroalimentaires**, soutenue par l'accroissement de la production dans les branches « Industries du cacao, café, thé et sucre » (+32,3%), « Industries des oléagineux et d'aliments pour animaux » (+32,2%), « Travail de grains et fabrication des produits amylacés » (+5,9%). Au terme de l'année 2024, la croissance de la valeur ajoutée dans les industries agroalimentaires est projetée à 4,4%.

Par branche d'activités, on observe les évolutions suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche** », la production de viande recule de 10,0% au premier trimestre 2024 comparée au trimestre précédent, en lien avec la baisse de la demande après les festivités de fin d'année. En glissement annuel, la production de viande croît de 7,0%. Les projections de fin d'année tablent sur une hausse de 10,3% de la production de viande. Cette évolution s'appuie entre autres sur la construction des centres d'embouches, la production de 50 ha de champs fourragers et l'acquisition d'espaces marchands à travers le Projet de développement des chaînes de valeurs en élevage et en pisciculture.

Dans la branche « **travail de grains et fabrication de produits amylacés** », l'activité progresse de 5,9% au premier trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023, en lien avec l'accroissement de la demande de farine, dont la production croît de 5,6%. En glissement annuel, la production dans la branche augmente de 36,2% du fait de la disponibilité du blé et de la mise en service à Kribi d'une nouvelle unité de production de farine de blé. Les opérateurs de la filière projettent une hausse de la production de farine de 7,2% au terme de l'année 2024.

Dans les « **industries du cacao, café, thé et sucre** », la production de la branche augmente de 32,3% au premier trimestre 2024 comparée au trimestre précédent, du fait de la hausse de 49,5% de la production de sucre dont le premier trimestre est la période de reprise. En glissement annuel, la production de la branche progresse de 0,6%. Au terme de l'année, la production dans la branche croîtrait de 1,5%.

Les productions de **masse de cacao et de beurre de cacao** progressent respectivement de 2,1% et de 5,2% au premier trimestre 2024, suite à l'accroissement des commandes. En glissement annuel, la production de masse recule de 8,7% et celle de beurre augmente de 0,8%. Les projections de fin d'année prévoient une baisse de 28,6% de la production de masse de cacao et une hausse de 22,2% de celle de beurre de cacao. La production de **thé** recule de 31,4% au premier trimestre 2024, en lien avec les conditions climatiques peu favorables. En glissement annuel, elle croit de 38,9% en raison de la reprise de la production dans les plantations de Ndu dans la région du Nord-ouest. Au terme de l'année, la production de thé croîtrait de 1,8%.

Dans les « **industries des oléagineux et d'aliments pour animaux** », la production croit de 32,2% au premier trimestre 2024 en lien avec une meilleure disponibilité de l'huile de palme brute, principale matière première des industriels de la filière. La production des **huiles raffinées** augmente de 24,5%. En glissement annuel, la production dans la branche progresse de 13,5%. Les entreprises de la filière font face aux difficultés financières qui entravent le renouvellement des outils de production et l'acquisition de la matière première.

Dans la branche « **fabrication de produits à base de céréales** », la production des biscuits et des pâtes alimentaires recule de 2,5% au premier trimestre 2024. En glissement annuel, elle chute de 22,7% en lien avec la baisse de la demande notamment celle en provenance du Tchad. Au terme de l'année, la production reculerait de 3,4% par rapport à 2023.

La production dans les « **Industries de boissons** » recule de 3,3% au premier trimestre 2024 comparée au trimestre précédent, en raison de la baisse de la demande après les fêtes de fin d'année. En glissement annuel, la production reste quasi-stable. Au terme de l'année, la production augmenterait de 1,2%.

**Tableau 5 : Taux de croissance de la production dans l'agroalimentaire (en %)**

Libellés	1T24/4T23	1T24/1T23	Projection 2024
Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche	-10,0	7,0	10,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	5,9	36,2	7,4
Industries du cacao, café, sucre et thé	32,3	0,6	1,5
Fabrication de produits à base de céréales	-2,5	-22,7	-3,4
Industries des oléagineux et aliments pour animaux	32,2	13,5	18,3
Industries des boissons	-3,3	0,3	1,2

Source : Enquête de conjoncture MINFI/DP

Au premier trimestre 2024, la production dans les « **autres industries manufacturières** » est dynamique par rapport au trimestre précédent, en lien avec la bonne tenue des activités, notamment dans les « industries du bois sauf fabrication des meubles » (+32,4%), les « Industries du textile et de la confection » (+86,3%) et la « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction » (+10,5%). En glissement annuel, l'activité recule, imputable notamment à la baisse de la production dans les « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-7,4%), les « Industries chimiques et fabrication de



produits chimiques » (-26,5%) et la « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction » (- 4,8%). Sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance dans les « autres industries manufacturières », est projetée en hausse de 5,0% par rapport à 2023.

**Tableau 6 : Taux de croissance de la production dans les autres industries manufacturières (en %)**

Libellés	1T24/4T23	1T24/1T23	2024/2023
Industries du textile et de la confection	86,3	-3,0	10,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	32,4	-7,4	0,3
Industries chimiques et fabrication de produits chimiques	-13,5	-26,5	-5,4
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et matières plastiques	-10,6	2,1	-5,2
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	10,5	-4,8	12,5
Fabrication de produits métallurgiques de base	0,1	20,8	0,0

Source : Enquête de conjoncture MINFI/DP

Dans les « **Industries du textile et de la confection** », la production progresse de 86,3% au premier trimestre 2024 comparée au quatrième trimestre 2023, en lien avec les festivités de la journée internationale de la femme. En glissement annuel la production recule de 3%. Il convient de relever que la CICAM continue de faire face aux difficultés techniques et financières.

L'activité dans les « **Industries du bois sauf fabrication des meubles** » progresse de 32,4% au premier trimestre 2024, en lien avec l'accroissement des commandes. En glissement annuel, la production recule de 7,4%. Sur l'ensemble de l'année, la production de bois resterait quasi-stable par rapport à 2023.

Pour ce qui est de la branche « **Industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production recule de 13,5% au premier trimestre 2024, imputable à la baisse de 15,4% de la production de savon. En glissement annuel, la production baisse de 26,5%, consécutivement aux difficultés d'approvisionnement en matières premières et aux difficultés techniques et financières que rencontrent certains opérateurs de la filière. Au terme de l'année, la production reculerait de 5,4%.

S'agissant de la branche « **Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** », la production recule de 10,6% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse de 37,3% de la production de caoutchouc naturel. En glissement annuel, la production de la branche croît de 2,1%. Elle reculerait de 5,2% au terme de l'année 2024.

Concernant la branche « **Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** », au premier trimestre 2024, la production progresse de 10,5% par rapport au quatrième trimestre 2023, soutenue par la hausse de 14,1% de la production de ciment. En glissement annuel, la production recule de 4,8%. Au terme de l'année, la production de ciment croîtrait de 12,5% avec notamment la mise en service de l'usine de production de ciment de Figuil. En effet, la Cimencam a procédé au premier trimestre 2024 à l'allumage avec succès du four de sa nouvelle usine de production.

Les activités dans la branche « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » restent quasi-stables au premier trimestre 2024. En glissement annuel, la production croît de 20,8% attribuable à la hausse de la demande.

Dans la branche « **production et la distribution d'électricité** », la production d'électricité est composée de la production issue des barrages et centrales gérés par Eneo, qui représente environ 70% de la production globale et, la production rachetée par Eneo auprès des opérateurs indépendants (environ 30% de la production totale).

Au premier trimestre 2024, l'activité de production et de distribution d'électricité enregistre une hausse de 5% par rapport au quatrième trimestre 2023. En glissement annuel, la production progresse de 6,4%, en lien notamment avec la mise en service de l'usine de pied du barrage de Lom-pangar. Au terme de l'année, elle croîtrait de 7,4% soutenue principalement par la mise en service du barrage de Natchigal et de l'usine de pied du barrage de Lom-pangar. La croissance de la branche est projetée à 4,6% en 2024.

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité de collecte des déchets est marquée au premier trimestre 2024 par une hausse de 1,0% de la production par rapport au trimestre précédent. La croissance de la branche est projetée à 3,8% en 2024, soutenue entre autres par l'achèvement du Projet d'alimentation de la ville de Yaoundé et ses environs à partir de la Sanaga (PAEPYS).

## Secteur tertiaire

Au premier trimestre 2024, le chiffre d'affaires du secteur tertiaire recule de 4,8% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est imputable à la baisse du chiffre d'affaires dans la quasi-totalité des branches d'activité. En glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur baisse de 2,6%. Le secteur tertiaire pâtit de l'inflation observée sur certains produits, principalement, les produits pétroliers, les produits de restauration et le prix du KWH de l'électricité. La croissance du secteur est projetée à 4,8% en 2024. Par branche d'activités, on relève :

**Dans les télécommunications**, le chiffre d'affaires baisse de 6% au premier trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023, du fait du tassement des activités après la fin d'année 2023. Toutefois, le nombre d'abonnés progresse de 2,6% pour se situer à 25 463 705. En glissement annuel, le chiffre d'affaires et le nombre d'abonnés progressent respectivement de 5,5% et de 8,9%. Ces évolutions sont attribuables, entre autres, au maintien des activités marketing. L'extension du réseau ainsi que la forte utilisation des services internet et de transfert d'argent participent également à cette embellie.

Au premier trimestre 2024, le chiffre d'affaires de la branche « **commerce et réparation** » baisse de 9,1% par rapport au trimestre précédent, en lien avec le recul des ventes après la période de fin d'année. Par rapport au premier trimestre 2023, le chiffre d'affaires baisse de 3,3%.

Le chiffre d'affaires de la branche « **hôtellerie et restauration** » régresse de 1,2% par rapport au trimestre précédent, imputable au recul des activités après la période des fêtes de fin d'année. Le nombre de nuitées et le taux d'occupation des chambres diminuent res-

pectivement de 3,3% et de 7%. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 13,5%. Le secteur hôtelier continue de pâtir de l'insécurité transfrontalière dans la zone septentrionale, ainsi que des troubles sécuritaires dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Dans la branche « **transport et entreposage** », le chiffre d'affaires progresse de 4,4% au premier trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023. Par rapport à la même période de 2023, le chiffre d'affaires progresse de 10,9%. Par type de transport, les évolutions sont les suivantes :

Dans le **transport maritime**, le chiffre d'affaires et le trafic global du Port Autonome de Douala (PAD) progressent respectivement de 30,0% et de 10,9% comparés au trimestre précédent. La bonne tenue du trafic global au PAD s'explique par les hausses de 8,8% du tonnage des marchandises à l'importation et de 19,7% du tonnage des marchandises à l'exportation. Le nombre de navires ayant accosté au port de Douala est de 263 contre 265 au trimestre précédent. En glissement annuel, le chiffre d'affaires du transport maritime et le tonnage des marchandises reculent respectivement de 1,3% et 1%. Dans le **transport ferroviaire**, le chiffre d'affaires progresse de 1,3% par rapport au trimestre précédent. Toutefois, l'activité est caractérisée par une hausse de 9,5% du tonnage des marchandises transportées, atténuée par la baisse de 24,4% du trafic voyageurs. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 10,8%. Dans le **transport aérien**, le chiffre d'affaires de Camair-co recule de 10,9% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 10,7%. Quant au **transport par oléoduc**, le chiffre d'affaires baisse de 19,8% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il reste quasi-stable.

### **Prix à la consommation finale des ménages**

Au premier trimestre 2024, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 0,8% par rapport au quatrième trimestre 2023. Cette évolution est principalement imputable à l'accroissement des coûts de « transports » (+5,2%) et de ceux du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,8%). La hausse observée sur les coûts de transports est due entre autres à l'augmentation des prix du transport routier de passagers, en raison notamment de l'ajustement des prix des carburants à la pompe. Celle de la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » est principalement due à la hausse des prix des combustibles solides.

Les prix progressent de 0,6% pour les « articles d'habillement et chaussures », les « biens et services divers » et « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » et de 0,5% pour les « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer ».

A l'inverse, l'on enregistre un repli de 0,6% sur les prix des « produits alimentaires et boisson non alcoolisées », consécutivement à la baisse des prix des légumes (-3,2%), des huiles et graisses (-2,9%), des « poissons et fruits de mer » (-0,3%) et des « lait, fromage et œuf » (-0,1%).

Sur le plan spatial, les chefs-lieux des régions qui connaissent des hausses de prix au-dessus de la moyenne nationale sont : Buéa (+2,1%), Bamenda (+1,5%), Garoua (+1,3%), Ngaoundéré (+1,1%) et Douala (+0,9%). A Yaoundé et à Ebolowa, les prix progressent

respectivement de 0,8% et de 0,6%. Par contre, l'on observe une stabilité à Bertoua, et des baisses à Maroua (-0,4%) et à Bafoussam (-0,2%). Les prix des produits locaux et ceux des produits importés progressent respectivement de 0,6% et de 1,2%.

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmente de 5,0%. Cet accroissement résulte de celui des prix de la quasi-totalité des fonctions de consommation, notamment 5,6% pour les prix des produits alimentaires et 14,3% pour les coûts de transports.

**Tableau 7: Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (Base 100 année 2022)**

Postes de dépenses	Poids	1 <sup>er</sup> Trim. 2023	4 <sup>ème</sup> Trim. 2023	1 <sup>er</sup> Trim. 2024	Variations (en %)	
		(a)	(b)	(c)	(c)/(b)	(c)/(a)
<b>I - Evolution suivant les fonctions de consommation</b>						
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	<b>3 182</b>	107,0	113,7	113,0	-0,6	5,6
Boissons alcoolisées et tabacs	<b>136</b>	101,9	104,1	104,7	0,6	2,8
Articles d'habillement et chaussures	<b>984</b>	102,5	105,7	106,3	0,6	3,7
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	<b>1 289</b>	102,2	104,5	105,3	0,8	3,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	<b>510</b>	105,8	108,0	108,5	0,5	2,6
Santé	<b>478</b>	100,6	101,0	101,2	0,2	0,6
Transports	<b>1 127</b>	108,5	117,9	124,1	5,2	14,3
Communication	<b>459</b>	100,4	100,4	100,4	0,0	0,0
Loisirs et culture	<b>335</b>	101,2	102,6	102,6	0,0	1,4
Enseignement	<b>307</b>	102,3	104,5	104,5	0,0	2,2
Restaurants et hôtels	<b>669</b>	103,9	105,8	106,2	0,4	2,3
Biens et services divers	<b>524</b>	104,0	106,3	106,9	0,6	2,8
<b>Indice Général</b>	<b>10 000</b>	<b>104,8</b>	<b>109,1</b>	<b>110,0</b>	<b>0,8</b>	<b>5,0</b>
<b>II - Evolution suivant l'origine des produits</b>						
Produits locaux	<b>6 785</b>	105,3	110,0	110,7	0,6	5,1
Produits importés	<b>3 215</b>	103,8	106,7	108,0	1,2	4,1
<b>III - Evolution suivant les chefs-lieux de région</b>						
Yaoundé		104,8	108,8	109,6	0,8	4,6
Douala		104,9	109,8	110,8	0,9	5,6
Bafoussam		103,8	110,1	109,9	-0,2	5,8
Bamenda		105,3	108,5	110,0	1,5	4,5
Garoua		104,6	108,3	109,8	1,3	4,9
Maroua		105,0	108,8	108,4	-0,4	3,2
Ngaoundere		105,1	108,7	110,0	1,1	4,6
Bertoua		104,3	110,9	110,9	0,0	6,3
Buéa		104,7	109,3	111,6	2,1	6,6
Ebolowa		104,6	106,8	107,5	0,6	2,7

Sources : INS, MINFI

## Autres informations socio-économiques

Le Gouvernement a procédé le 1<sup>er</sup> janvier 2024, au réajustement à la hausse des tarifs d'électricité pour les clients de la moyenne tension. Cette évolution qui concerne environ 2 500 clients, à l'exclusion des hôpitaux, des universités et des ménages, s'est faite par tranche de consommation. Les prix de la tranche de 0 à 3 mégawatts enregistrent une hausse de 5% et ceux de la tranche 3 à 10 mégawatts, une hausse de 10%.

Le 3 février 2024, les prix du carburant à la pompe ont été de nouveau revus à la hausse, un an après la dernière augmentation, passant de 730 à 840 francs pour le super et de 720 à 828 francs pour le gasoil. A la suite de cet accroissement, l'arrêté ministériel N°0039/MIN-COMMERCE du 26 février 2024 fixe les tarifs harmonisés des transports urbain, périurbain et interurbain sur l'ensemble du territoire. En ce qui concerne le transport urbain par taxi, le ramassage en journée passe de 300 à 350 francs et le ramassage de nuit (à partir de 22h) de 350 à 400 francs.

A la faveur des décrets présidentiels signés le 21 février 2024, les allocations familiales ont été revalorisées à 4 500 francs par enfant à charge et les salaires mensuels de base des personnels civils et militaires de 5% à compter du mois de février.

A la suite des ventes groupées de cacao, organisées par les coopératives de producteurs avec l'appui du Gouvernement, le prix du kilogramme de cacao est passé de 1500 francs le 7 septembre 2023 à 4 225 francs le 5 mars 2024, notamment à Abong-Mbang (région de l'Est). Il a atteint 5 100 francs dans certaines localités. Cette embellie s'explique par la bonne qualité de la fève et le déficit de production mondiale.

## Déclaration annuelle des revenus des personnes physiques : l'appel au civisme fiscal

Le 7 mars 2024, le Ministre de Finances a signé un communiqué rappelant certaines dispositions relatives à l'impôt sur les revenus des personnes physiques (IRPP). Il indique à l'attention des contribuables professionnels, personnes physiques qui perçoivent un revenu n'ayant pas de lien direct avec leurs activités professionnelles, qu'ils ont désormais l'obligation de souscrire une déclaration annuelle récapitulative de leurs revenus auprès de leurs centres des impôts de rattachement au plus tard le 30 juin de chaque année. Les revenus imposables englobent généralement les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, les revenus de capitaux mobiliers (dividendes, intérêts), les revenus fonciers, les plus-values non professionnelles et de manière générale, tout revenus passif à savoir les revenus ne provenant pas de l'exercice d'une activité professionnelle. Dans le même registre, les contribuables, personnes physiques qui exercent une activité commerciale, industrielle, artisanal, libéral ou agricole sont également tenus de souscrire leur déclaration annuelle récapitulatif de revenus, tout comme les contribuables non professionnels assujettis au paiement de la taxe foncière sont astreints à l'obligation de souscription de ladite déclaration conformément aux dispositions de l'article 74 bis du Code Générale des Impôts.

Cette réforme de l'IRPP concerne tous les bénéficiaires de revenus, qu'il s'agisse des revenus actifs (salaires, primes, bénéfices, gains, plus-values, etc.). En cas de non déclaration des revenus annuels, le contribuable s'expose à des sanctions, notamment : (i) une pénalité de retard de 10% par mois de retard sans excéder 30% en cas de déclaration

après le délais du 30 juin ; (ii) une taxation d'office par l'administration fiscale qui se substitue au contribuable pour reconstituer ses revenus et tirer un bénéfice qui peut être exagéré, et son imposition majorée de 100%, au cas où le contribuable non professionnel qui après mise en demeure de déclarer n'a pas souscrit sa déclaration dans un délai de sept jours suivant la réception de cette mise en demeure ; (iii) le retrait d'office du fichier des contribuables actifs du contribuable non professionnel défaillant en cas de défaut de déclaration au titre d'un exercice, entraînant l'impossibilité pour le contribuable de générer son attestation de conformité physique (ACF).

# SECTEUR EXTERIEUR

## Balance des paiements : Creusement du déficit courant en glissement annuel

### Compte des transactions courantes

Au premier trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le déficit du compte courant s'aggrave de 138,7 milliards et se situe à 367,3 milliards. Cette situation résulte principalement de la détérioration du déficit des biens. Les déficits des services et des revenus primaires se réduisent. L'excédent des revenus secondaires s'améliore.

Le déficit des biens se détériore de 289,2 milliards et s'établit à 327,7 milliards. Cette évolution résulte d'une baisse des recettes d'exportations fob (-152,5 milliards) et d'une hausse des dépenses d'importations fob (+136,7 milliards).

Le déficit des services se réduit de 60,6 milliards pour se situer à 82,1 milliards, du fait principalement de la hausse des recettes de voyage (+106 milliards) plus forte que celle des dépenses de voyage (+34 milliards). Le déficit des revenus primaires se réduit de 33,8 milliards et se chiffre à 85,2 milliards, du fait de la baisse du paiement des dividendes aux investisseurs étrangers. L'excédent des revenus secondaires s'améliore, passant de 71,6 milliards à 127,7 milliards.

Tableau 8 : Balance des paiements (en milliards)

LIBELLES	1T2023**	4T2023**	1T2024*	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c) – (b)	(c) – (a)
<b>I- SOLDE COURANT</b>	<b>-208,2</b>	<b>-228,6</b>	<b>-367,3</b>	<b>-138,7</b>	<b>-159,0</b>
1- Balance des Biens	-175,0	-38,5	-327,7	-289,2	-152,7
2- Balance des Services	10,3	-142,8	-82,1	60,6	-92,4
3- Balance des Revenus Primaires	-216,7	-118,9	-85,2	33,8	131,6
4- Balance des Revenus Secondaires	173,2	71,6	127,7	56,1	-45,5
<b>II- FINANCEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>38,0</b>	<b>345,8</b>	<b>380,0</b>	<b>34,2</b>	<b>341,9</b>
<b>1- Secteur privé non bancaires</b>	<b>-28,6</b>	<b>260,9</b>	<b>337,3</b>	<b>76,4</b>	<b>365,9</b>
Investissements Directs Etrangers (IDE)	122,6	135,9	129,2	-6,7	6,6
Investissements de Portefeuille et Produits Financiers Dérivés	-3,2	-157,6	-180,1	-22,4	-176,9
Tirages nets (hors IDE et IPF)	-148,0	282,7	388,2	105,5	536,2
<b>2- Administration publique</b>	<b>-0,3</b>	<b>97,5</b>	<b>7,4</b>	<b>-90,1</b>	<b>7,7</b>
Dons projets (y compris C2D)	25,8	14,5	19,9	5,4	-5,9
Tirages nets sur emprunt obligataire	0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	-26,1	83,0	-12,5	-95,5	13,6
<b>3- Banques Créatrices de monnaie</b>	<b>66,9</b>	<b>-12,6</b>	<b>35,3</b>	<b>47,9</b>	<b>-31,6</b>
<b>III- ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>19,5</b>	<b>12,0</b>	<b>7,1</b>	<b>-4,9</b>	<b>-12,4</b>
<b>IV- SOLDE GLOBAL</b>	<b>-150,7</b>	<b>129,2</b>	<b>19,8</b>	<b>-109,4</b>	<b>170,5</b>

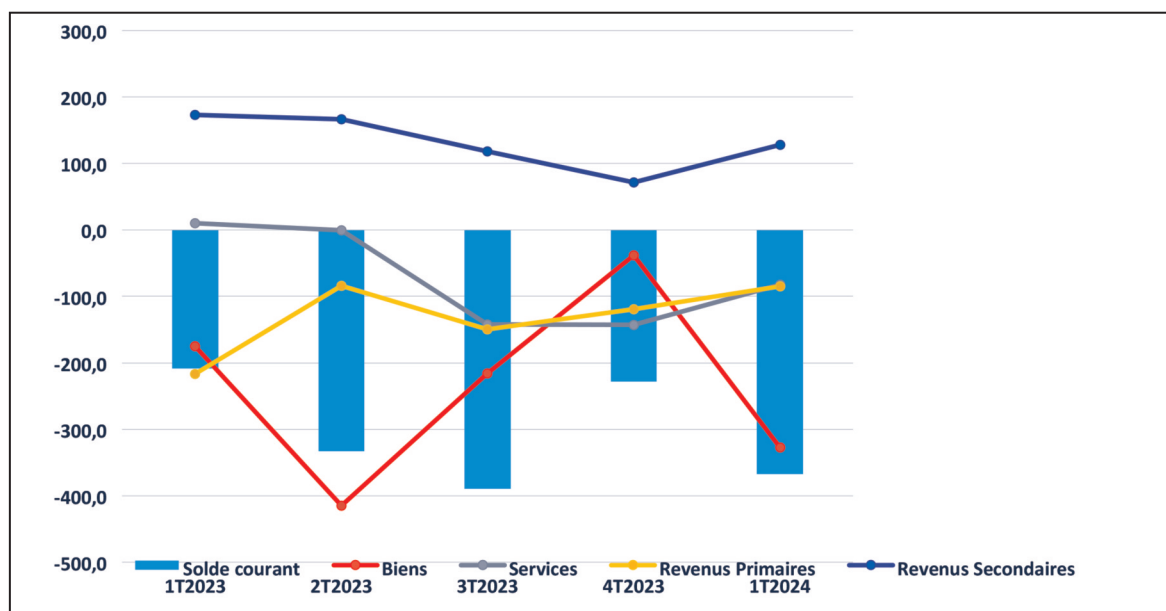
Source : MINFI/DP ; \* Estimations ; \*\*Données mis à jour

*En glissement annuel*, le déficit du compte courant s'aggrave de 159 milliards, en raison principalement du creusement du déficit des biens et des services d'une part, et de la réduction de l'excédent des revenus secondaires d'autre part. Quant au déficit des revenus primaires, il se réduit.

Le solde des biens se détériore de 152,7 milliards, résultant principalement de la baisse des recettes d'exportations fob (-28,3 milliards) couplée à la hausse des dépenses d'importation fob (+124,4 milliards). L'aggravation du déficit des services provient essentiellement de la hausse des dépenses de fret et de la baisse des recettes de voyages.

Le déficit des revenus primaires se réduit de 131,6 milliards, en liaison avec la baisse du paiement des dividendes aux investisseurs étrangers. L'excédent des revenus secondaires se réduit de 127,7 milliards.

### Graphique 1 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI/DP

### Financements extérieurs

**Au premier trimestre 2024**, les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 380 milliards, après 345,8 milliards **au trimestre précédent**. Le secteur privé non bancaire enregistre des entrées nettes de 337,3 milliards en hausse de 76,4 milliards. Ces entrées sont constituées essentiellement des flux d'investissements directs étrangers (+129,2 milliards) et des tirages nets (+388,2 milliards). Les entrées nettes du secteur public sont en baisse de 90,1 milliards, du fait de la diminution des tirages nets. Le secteur bancaire enregistre des entrées nettes de 35,3 milliards contre des sorties nettes de 12,6 milliards.

**En glissement annuel**, les financements extérieurs nets augmentent de 341,9 milliards. Cette évolution résulte principalement de la hausse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales et de la baisse des avoirs extérieurs nets du secteur privé non bancaire.

**Le solde global** qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du premier trimestre 2024 est excédentaire de 19,8 milliards, après 129,2 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une hausse des financements



extérieurs plus importante que celle du déficit courant. En glissement annuel, l'excédent du solde global s'améliore de 170,5 milliards.

**Tableau 9 : Balance des paiements (en milliards)**

LIBELLES	1T2023	4T2023	1T2024*	Variations	
	**	**		(c) - (b)	(c) - (a)
	(a)	(b)	(c)	(c) - (b)	(c) - (a)
<b>I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)</b>	<b>-208,2</b>	<b>-228,6</b>	<b>-367,3</b>	<b>-138,7</b>	<b>-159,0</b>
<b>SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)</b>	<b>-224,2</b>	<b>-233,8</b>	<b>-374,7</b>	<b>-140,9</b>	<b>-150,5</b>
<b>1- Balance des biens</b>	<b>-175,0</b>	<b>-38,5</b>	<b>-327,7</b>	<b>-289,2</b>	<b>-152,7</b>
<b>Exportations des biens FOB</b>	<b>982,7</b>	<b>1106,8</b>	<b>954,3</b>	<b>-152,5</b>	<b>-28,3</b>
dont Exportations douanières FOB	764,5	868,6	788,4	-80,1	23,9
<b>Importations des biens FOB</b>	<b>-1157,7</b>	<b>-1145,3</b>	<b>-1282,0</b>	<b>-136,7</b>	<b>-124,4</b>
dont Importations douanières CAF	-1244,0	-1212,3	-1377,5	-165,2	-133,5
<b>2- Balance des services</b>	<b>10,3</b>	<b>-142,8</b>	<b>-82,1</b>	<b>60,6</b>	<b>-92,4</b>
<b>Transports</b>	<b>-81,3</b>	<b>-77,1</b>	<b>-115,2</b>	<b>-38,1</b>	<b>-34,0</b>
<b>Assurances</b>	<b>-16,5</b>	<b>-18,2</b>	<b>-17,8</b>	<b>0,4</b>	<b>-1,3</b>
<b>Voyages</b>	<b>91,5</b>	<b>-27,5</b>	<b>44,5</b>	<b>72,0</b>	<b>-47,0</b>
<b>Autres services</b>	<b>16,4</b>	<b>-20,0</b>	<b>6,3</b>	<b>26,4</b>	<b>-10,1</b>
Dont Assistance technique et services divers	-31,3	-20,1	-31,3	-11,1	0,0
<b>3- Balance des revenus primaires</b>	<b>-216,7</b>	<b>-118,9</b>	<b>-85,2</b>	<b>33,8</b>	<b>131,6</b>
<b>Recettes</b>	<b>45,6</b>	<b>33,9</b>	<b>40,7</b>	<b>6,8</b>	<b>-4,9</b>
<b>Dépenses</b>	<b>-262,3</b>	<b>-152,9</b>	<b>-125,9</b>	<b>27,0</b>	<b>136,4</b>
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>-6,9</b>	<b>-3,7</b>	<b>-10,3</b>	<b>-6,6</b>	<b>-3,4</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>-202,1</b>	<b>-109,3</b>	<b>-51,0</b>	<b>58,2</b>	<b>151,1</b>
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>-52,6</b>	<b>-39,4</b>	<b>-63,9</b>	<b>-24,6</b>	<b>-11,4</b>
Dont intérêt sur la dette Publique Extérieur	-51,6	-35,0	-63,9	-28,9	-12,3
<b>4- Balance des revenus secondaires</b>	<b>173,2</b>	<b>71,6</b>	<b>127,7</b>	<b>56,1</b>	<b>-45,5</b>
<b>II- COMPTE DE CAPITAL &amp; D'OPERATIONS FIN.</b>	<b>38,0</b>	<b>345,8</b>	<b>380,0</b>	<b>34,2</b>	<b>341,9</b>
<b>1- Compte de Capital</b>	<b>32,8</b>	<b>18,8</b>	<b>19,9</b>	<b>1,1</b>	<b>-12,9</b>
Administrations publiques	25,8	14,5	19,9	5,4	-5,9
dont : dons (PPTE, C2D, IADM)				0,0	0,0
Autres secteurs	7,0	4,3	0,0	-4,3	-7,0
<b>2- Compte d'opérations financières</b>	<b>5,2</b>	<b>326,9</b>	<b>360,1</b>	<b>33,1</b>	<b>354,9</b>
<b>Investissements Directs</b>	<b>122,6</b>	<b>135,9</b>	<b>129,2</b>	<b>-6,7</b>	<b>6,6</b>
Sortant	2,8	0,4	0,0	-0,4	-2,8
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>-3,2</b>	<b>-157,6</b>	<b>-180,1</b>	<b>-22,4</b>	<b>-176,9</b>
Engagements (baisse -)	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,7
<b>Autres Investissements</b>	<b>-114,2</b>	<b>348,7</b>	<b>411,0</b>	<b>62,3</b>	<b>525,2</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>-26,1</b>	<b>83,0</b>	<b>-12,5</b>	<b>-95,5</b>	<b>13,6</b>
<b>dont Engagements</b>	<b>-26,1</b>	<b>83,0</b>	<b>-12,5</b>	<b>-95,5</b>	<b>13,6</b>
- Tirages	146,6	206,5	168,5	-38,0	21,9
- Amortissements	-172,6	-123,5	-181,0	-57,5	-8,4
<b>Banques et Institutions financières</b>	<b>66,9</b>	<b>-12,6</b>	<b>35,3</b>	<b>47,9</b>	<b>-31,6</b>
<b>Avoirs (baisse +)</b>	<b>-271,1</b>	<b>-87,5</b>	<b>-74,5</b>	<b>13,0</b>	<b>196,6</b>
- Dépôts	-259,9	16,4	-73,0	-89,4	186,9
- Autres avoires	-11,2	-103,9	-1,5	102,4	9,7

LIBELLES	1T2023	4T2023	1T2024*	Variations	
	**	**		(c) - (b)	(c) - (a)
	(a)	(b)	(c)		
<b>Engagements (baisse -)</b>	<b>338,0</b>	<b>74,8</b>	<b>109,8</b>	<b>34,9</b>	<b>-228,2</b>
-Dépôts	242,4	57,0	79,1	22,1	-163,3
-Autres Engagements	95,6	17,9	30,6	12,8	-64,9
<b>Privé non bancaire</b>	<b>-155,0</b>	<b>278,3</b>	<b>388,2</b>	<b>109,8</b>	<b>543,2</b>
Avoirs (baisse +)	-157,4	212,9	388,2	175,3	545,5
<b>III- ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>19,5</b>	<b>12,0</b>	<b>7,1</b>	<b>-4,9</b>	<b>-12,4</b>
<b>IV- SOLDE GLOBAL</b>	<b>-150,7</b>	<b>129,2</b>	<b>19,8</b>	<b>-109,4</b>	<b>170,5</b>
<b>V- FINANCEMENT</b>	<b>150,6</b>	<b>-137,4</b>	<b>-19,8</b>	<b>117,6</b>	<b>-170,4</b>

Source : MINFI/DP ; \* Estimations ; \*\*Données mis à jour

# FINANCES PUBLIQUES

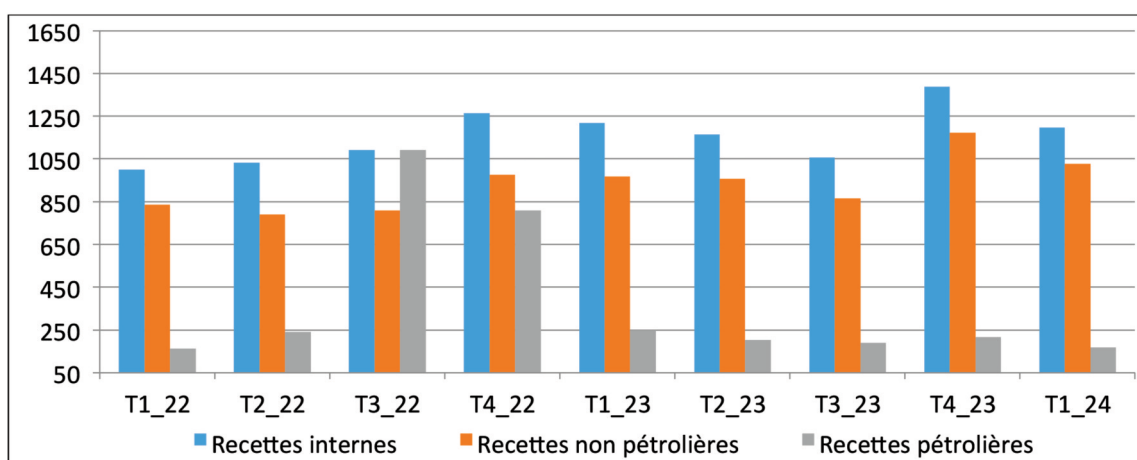
Au cours du premier trimestre de l'exercice 2024 et comparativement à la même période de l'exercice précédent, l'on enregistre : (i) une hausse des ressources totales, consécutivement à celle des emprunts et dons ; (ii) une baisse des dépenses totales.

## Ressources budgétaires

**Les ressources budgétaires totales** mobilisées au cours du premier trimestre 2024 s'élèvent à 1 461,5 milliards, en augmentation de 28,3 milliards (+2%) par rapport au premier trimestre 2023. Elles sont constituées de 1 195,2 milliards de recettes internes et 266,3 milliards d'emprunts et dons. Cette hausse est tirée par celle des emprunts et dons.

**Les recettes budgétaires internes** ont été recouvrées à hauteur de 1 195,2 milliards, en diminution de 22 milliards (-1,8%). Cette diminution s'observe principalement sur les recettes pétrolières.

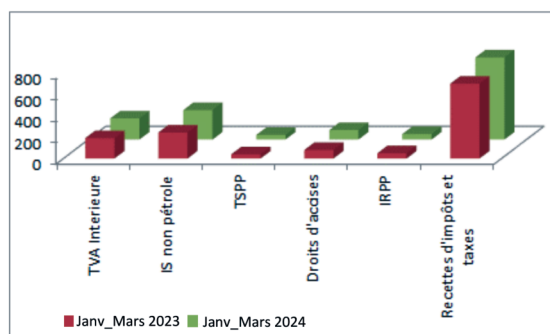
### Graphique 2 : Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)



Source : MINFI

**Les recettes pétrolières** se chiffrent à 167,4 milliards, en diminution de 81,8 milliards (-32,8%) par rapport au premier trimestre 2023. Elles se décomposent en 127,4 milliards de redevance pétrolière SNH et 40,0 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

**Les recettes non pétrolières** passent de 968 milliards à 1027,8 milliards, soit une augmentation de 59,8 milliards (+6,2%). Cette évolution est attribuable aux : (i) recettes d'impôts et taxes qui augmentent de 66,9 milliards (+9,5%) pour se situer à 767,5 milliards ; (ii) recettes non fiscales qui s'accroissent de 4,8 milliards (+11,9%) pour s'établir à 45,0 milliards. Par contre, les recettes des douanes diminuent de 11,9 milliards (-5,2%) et se chiffrent à 215,3 milliards.

**Graphique 3 : Evolution des recettes des impôts et taxes et leurs principales composantes (en milliards)**

Source : MINFI

**Graphique 4 : Evolution des recettes douanières et leurs principales composantes (en milliards)**

Source : MINFI

**Les emprunts et dons** décaissés s'élèvent à 266,3 milliards au premier trimestre 2024. Ils sont constitués de 67,4 milliards de prêts projets, 20,0 milliards de dons, 47,7 milliards d'émissions des titres publics nets et, 131,2 milliards d'autres emprunts. Ils sont en augmentation de 50,3 milliards (+23,3%) en rythme annuel.

**Tableau 10 : Evolution des ressources**

RUBRIQUES	1 <sup>er</sup> trim. 2023	1 <sup>er</sup> trim. 2024	Variations	
	(a)	(b)	Relative (en %)	Absolue (b-a)
<b>A-RECETTES INTERNES</b>	<b>1217,2</b>	<b>1195,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-22,0</b>
<b>I-Recettes pétrolières</b>	<b>249,2</b>	<b>167,4</b>	<b>-32,8</b>	<b>-81,8</b>
1-Redevance SNH	215,8	127,4	-41,0	-88,4
2- IS pétrole	33,4	40,0	19,8	6,6
<b>II- Recettes non pétrolières</b>	<b>968,0</b>	<b>1 027,8</b>	<b>6,2</b>	<b>59,8</b>
<b>1- Recettes fiscales</b>	<b>927,8</b>	<b>982,8</b>	<b>5,9</b>	<b>55,0</b>
<b>a- Recettes des impôts et taxes</b>	<b>700,6</b>	<b>767,5</b>	<b>9,5</b>	<b>66,9</b>
dont -IRPP	49,4	50,8	2,8	1,4
-TVA	190,8	196,7	3,1	5,9
-IS non pétrole	243,2	275,2	13,2	32,0
-Droits d'accises	80,5	88,1	9,4	7,6
-Droits d'enreg.et timbre	31,1	46,9	50,8	15,8
- TSPP	39,9	43,0	7,8	3,1
<b>b- Recettes douanières</b>	<b>227,2</b>	<b>215,3</b>	<b>-5,2</b>	<b>-11,9</b>
dont - droit de douane import.	91,7	81,5	-11,1	-10,2
-TVA import.+Dts d'ac./import	103,2	92,1	-10,8	-11,1
- Droits d'accises import.	14,2	12,6	-11,3	-1,6
- Droits de sortie	11,2	14,6	30,4	3,4
<b>2- Recettes non fiscales</b>	<b>40,2</b>	<b>45,0</b>	<b>11,9</b>	<b>4,8</b>
<b>B- EMPRUNTS ET DONNS</b>	<b>215,9</b>	<b>266,3</b>	<b>23,3</b>	<b>50,3</b>
- Prêts projets	119,3	67,4	-43,5	-51,9
- Dons	36,7	20,0	-45,5	-16,7
- Appuis budgétaires	23,3	0,0	-100,0	-23,3
- Emission des titres publics nets	36,6	47,7	30,2	11,1
- Autres emprunts (y/c PARPAC et DTS)	0,0	131,2	-	131,2
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	<b>1 433,1</b>	<b>1 461,5</b>	<b>2,0</b>	<b>28,3</b>

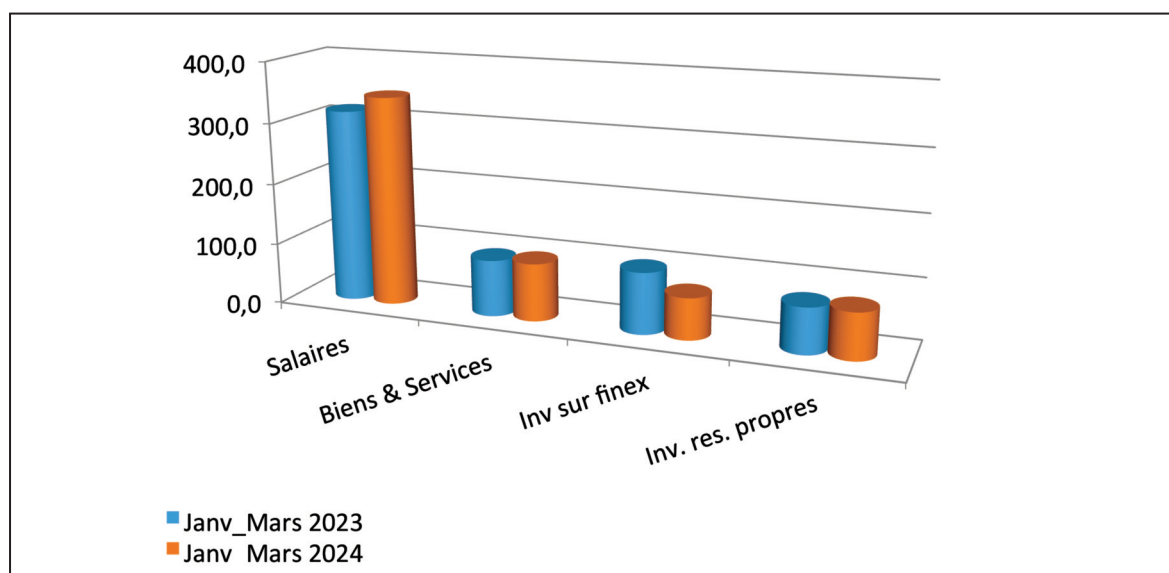
Source : MINFI

## Dépenses publiques

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements se chiffrent à 1 432,5 milliards au premier trimestre 2024 contre 1 451,5 milliards au premier trimestre, soit une diminution de 19 milliards (-1,3%). Cette baisse s'observe sur le service de la dette publique et les dépenses d'investissements.

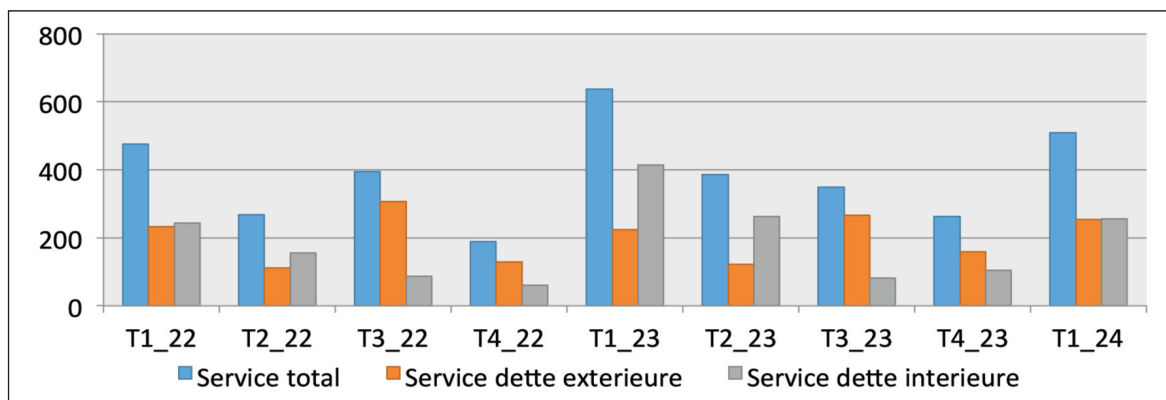
Les dépenses courantes augmentent de 111,9 milliards (+19%) pour se situer à 699,4 milliards. Au niveau des sous-rubriques, les dépenses de personnel augmentent de 27 milliards (+8,5%) et s'établissent à 343,3 milliards. Les dépenses de biens et services augmentent de 2 milliards (+2,1%) et s'élèvent à 94,5 milliards. Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 261,6 milliards 2024, en hausse de 82,9 milliards (+46,4%).

### Graphique 5 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)



Source : MINFI

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 144,7 milliards au premier trimestre 2024, en diminution de 38,6 milliards (- 21%) par rapport au premier trimestre 2023. Les dépenses d'investissement sur financements extérieures sont de 67,8 milliards et sont en baisse de 32,4 milliards (-32,3%). Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 75,6 milliards et sont quasi-stables comparativement au premier trimestre 2023. Les dépenses de restructurations et réhabilitations diminuent de 7,2 milliards (- 85,1%) au premier trimestre 2024, et se chiffrent à 1,3 milliard.

**Graphique 6 : Evolution du service de la dette publique (en milliards)**

Source : MINFI

Le service effectif de la dette publique s'élève à 508,7 milliards, en diminution de 129,7 milliards (-20,3%). Il comprend 253,2 milliards de dette extérieure et 255,5 milliards de dette intérieure.

Le service effectif de la dette extérieure augmente de 28,9 milliards (+12,9%) pour se situer à 253,2 milliards. Il est constitué de 184,5 milliards de remboursement du principal et 68,7 milliards d'intérêts.

Les paiements au titre de la dette intérieure diminuent de 158,6 milliards par rapport au premier trimestre 2023 pour s'établir à 255,5 milliards. Ils se décomposent en 25,6 milliards d'intérêts, 14,2 milliards de remboursement du principal, 5,2 milliards de remboursement de crédit TVA et 210,5 milliards d'arriérés intérieurs.

**Tableau 11 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)**

RUBRIQUES	1 <sup>er</sup> trim. 2023	1 <sup>er</sup> trim. 2024	variations absolues	
	(a)	(b)	(b/a)en %	(b-a)
<b><i>I-Dépenses courantes*</i></b>	<b>587,5</b>	<b>699,4</b>	<b>19,0</b>	<b>111,9</b>
Dép. personnel	316,3	343,3	8,5	27,0
Dép. Biens & Services	92,5	94,5	2,1	2,0
Transferts et pensions	178,7	261,6	46,4	82,9
<b><i>II- Dépenses d'investissement.</i></b>	<b>183,3</b>	<b>144,7</b>	<b>-21,0</b>	<b>-38,6</b>
Sur financements extérieurs	100,2	67,8	-32,3	-32,4
Sur ressource propres	74,6	75,6	1,4	1,0
Dépenses de restructuration	8,5	1,3	-85,1	-7,2
<b><i>III- Dépenses diverses à régulariser</i></b>	<b>42,4</b>	<b>79,7</b>	<b>88,1</b>	<b>37,3</b>
<b><i>V- Service de la dette publique</i></b>	<b>638,3</b>	<b>508,7</b>	<b>-20,3</b>	<b>-129,7</b>
Dette extérieure	224,2	253,2	12,9	28,9
Principal	51,6	68,7	33,1	17,1
Intérêts	172,6	184,5	6,9	11,9
Dette intérieure	414,1	255,5	-128,6	-158,6
dont - Intérêts	23,2	25,6	10,0	2,3
- amortissement du principal	86,8	14,2	-83,6	-72,5
- remboursement crédits TVA	7,0	5,2	-25,9	-1,8
- arriérés intérieurs	297,1	210,5	-29,2	-86,6
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>1 451,5</b>	<b>1 432,5</b>	<b>-1,3</b>	<b>-19,0</b>

Source : MINFI \*hors intérêts de la dette

## Soldes budgétaires et flux de financements

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2024, le solde global *base ordonnancements* se situe à 191,9 milliards. Le solde primaire *base ordonnancements* se chiffre à 286,2 milliards, et le solde primaire non pétrolier à 118,8 milliards.

Les flux de financement extérieurs enregistrent un solde de 14,1 milliards à fin mars 2024. Ils résultent des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs d'un montant de 198,6 milliards, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure qui s'élève à 184,5 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) s'est améliorée de 202,4 milliards à fin mars 2024, résultante d'une amélioration de la position vis-à-vis des banques commerciales de 104 milliards, de la BEAC de 99,8 milliards, et d'une détérioration de la position vis-à-vis du FMI de 1,4 milliard.

**Tableau 12 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards)**

<b>SOLDE BUDGETAIRE</b>	<b>Fin mars 2023</b>	<b>Fin mars 2024</b>
SOLDE GLOBAL BASE ORDONNANCEMENTS (NET*)	358,9	191,9
<i>SOLDE PRIMAIRE (NET*)</i>	<b>433,7</b>	<b>286,2</b>
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER (NET*)	<b>184,7</b>	<b>118,8</b>

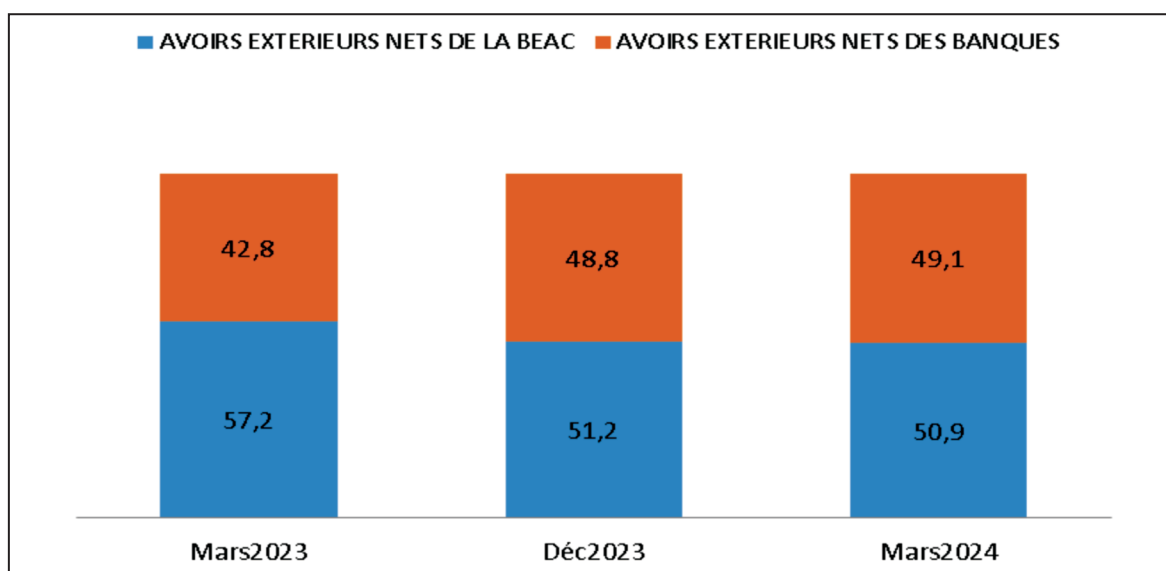
Source : MINFI \*Hors remboursement crédits TVA

## SITUATION MONETAIRE

A fin mars 2024, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 10 531 milliards, en hausse de 2,6% par rapport à fin décembre 2023. Cette évolution est liée au renforcement des crédits à l'économie. Par contre, les avoirs extérieurs nets et les créances nettes sur l'Etat sont en diminution. En glissement annuel, la situation monétaire enregistre une hausse de 10,2%.

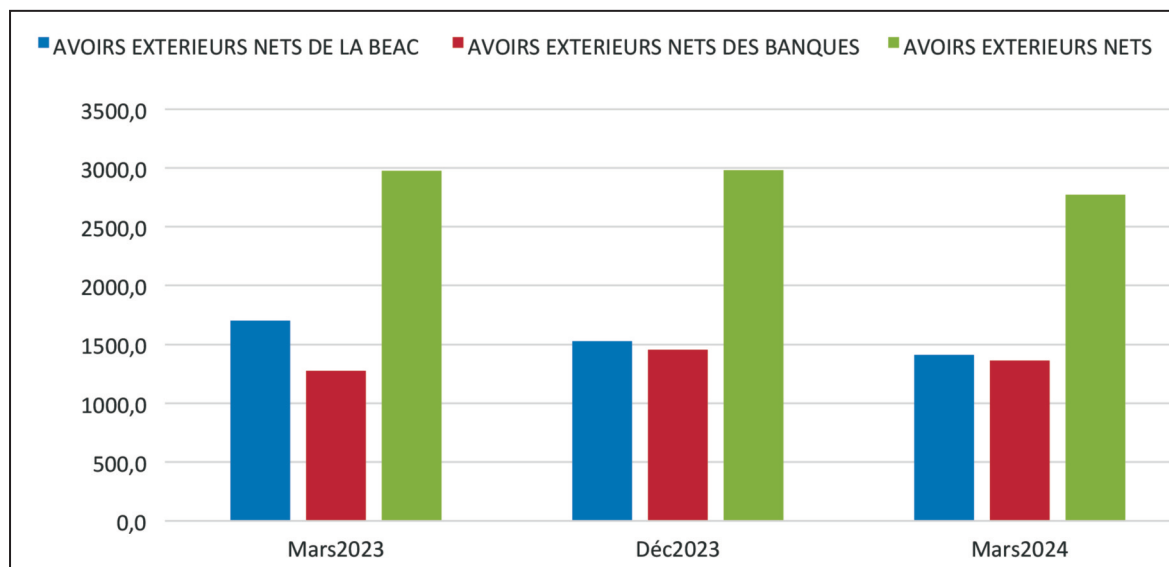
A fin mars 2024, et par rapport à fin décembre 2023, les avoirs extérieurs régressent de 6,9% pour s'établir à 2 773,2 milliards, résultant d'une contraction des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-7,5%) et des banques (-6,3%). La diminution des avoirs extérieurs nets de la BEAC est en lien avec le ralentissement du rapatriement des recettes d'exportation. Celle des avoirs extérieurs nets des banques est consécutive à la diminution de la valeur des titres de placement des banques commerciales.

### **Graphique 7 : Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en %)**



Sources : MINFI/BEAC



**Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)**

Sources : MINFI/BEAC

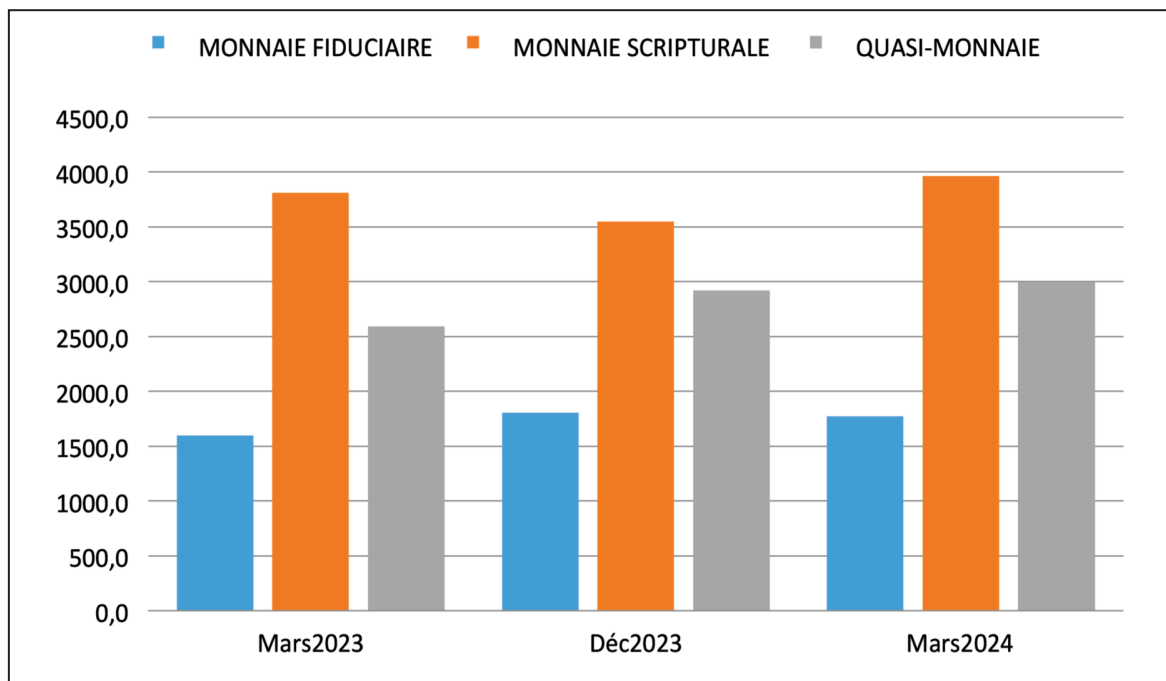
**A fin mars 2024**, le crédit intérieur se situe à 7 757,8 milliards, en hausse de 6,5% par rapport à fin décembre 2023. Cette évolution est la résultante d'un accroissement des crédits à l'économie (+9,6%) et d'une baisse des créances nettes sur l'Etat (-0,5%).

Les créances nettes sur l'Etat passent de 2 262,9 milliards à fin décembre 2023 à 2 252,5 milliards à fin mars 2024. Représentant cette évolution, la Position Nette du Gouvernement (PNG), *définie comme la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI, d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement, d'autre part*, se contracte à 2 269,6 milliards. Cette contraction est consécutive à la diminution des dépôts du Gouvernement dans les banques et à la BEAC. En effet, la PNG vis-à-vis de la BEAC passe de 310,8 milliards à fin décembre 2023 à 208,2 milliards à fin mars 2024. De même, la PNG vis-à-vis des banques passe de 901,6 milliards à fin décembre 2023 à 876,1 milliards à fin mars 2024, en lien avec la réduction des souscriptions par les banques aux émissions des titres publics. Quant à la PNG vis-à-vis du FMI, elle se stabilise à 1 184,5 milliards, alimentée par les appuis budgétaires.

Les crédits à l'économie augmentent de 9,6% par rapport à fin décembre 2023 pour se situer à 5 505,3 milliards. Cette hausse est tirée par celle des crédits au secteur privé non financier (+9,4%) et des crédits aux entreprises publiques (+7,1%).

La répartition des créances sur l'économie, selon la durée, réaffirme la prépondérance des crédits à court terme (52,1%). La part des crédits à moyen terme se situe à 45,0% et celle des crédits à long terme à 2,9%.

Représentant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 5,6% pour s'établir à 8 734,0 milliards à fin mars 2024. Elle est composée de 20,5% de monnaie fiduciaire ; 45,4% de monnaie scripturale et 34,3% de quasi-monnaie.

**Graphique 9 : Composantes de la masse monétaire (en milliards)**

Sources : MINFI/BEAC

*A fin mars 2024, et par rapport à fin mars 2023*, la situation monétaire progresse de 10,2%. Elle se caractérise par : (i) la hausse des crédits à l'économie (+21,0%) et des créances nettes sur l'Etat (+10,9%); (ii) la baisse des avoirs extérieurs nets (-6,9%). La baisse des avoirs extérieurs nets est tirée par celle des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-17,2%).

Reflétant l'évolution des créances sur l'Etat, la PNG croît de 10,8%, consécutivement à la hausse de la PNG vis-à-vis de la BEAC et des banques. Les crédits à l'économie sont tirés par les crédits accordés au secteur privé non financier (+21,5%) et aux entreprises publiques (+14,7%).

Le taux de couverture extérieure de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale, est largement supérieur au seuil règlementaire. Il se situe à 72,9% contre 71,3% il y a un an. Les réserves officielles de change du Cameroun sont évaluées à 2 809 milliards, contre 3 061,2 milliards il y a un an. Elles représentent 43% des réserves de la CEMAC et peuvent couvrir cinq (05) mois d'importations de biens et services.

**Tableau 13 : Situation monétaire large à fin mars 2024 (en milliards de FCFA)**

	Mars-2023	Déc-2023	Mars-2024	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
<b>TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYTEME MONETAIRE</b>	9 559,8	10 265,7	10 531,0	2,6	10,2
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2 977,8	2 979,0	2 773,2	-6,9	-6,9
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 703,6	1 525,7	1 411,1	-7,5	-17,2
dont : Compte d'opérations	2 492,1	2 134,9	1 962,5	-8,1	-21,3
Avoirs en devises	491,7	734,0	795,0	8,3	61,7
Recours aux Crédits FMI	818,5	870,7	861,0	-1,1	5,2
Avoirs extérieurs nets des BCM	1 274,2	1 453,3	1 362,1	-6,3	6,9
CREDIT INTERIEUR (a+b)	6 582,1	7 286,7	7 757,8	6,5	17,9
CREANCES NETTES SUR L'ETAT (a)	2 032,0	2 262,9	2 252,5	-0,5	10,9
Position Nette du Gouvernement	2 047,7	2395,6	2 269,3	-5,3	10,8
AUTRES CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-15,7	-59,1	-16,8	-84,5	7,1
CREANCES SUR L'ECONOMIE (b)	4 550,1	5 023,8	5 505,3	9,6	21,0
Institutions bancaires en liquidation	0,0	0,0	0,0	6,3	21,4
Autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC	9,6	11,5	12,0	4,9	25,0
Institutions financières non bancaires	25,5	12,0	36,2	202,8	42,4
Entreprises non financières	453,9	486,5	520,8	7,1	14,7
Secteur non financier	4 061,1	4 513,9	4 936,2	9,4	21,5
<b>TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE</b>	9 559,8	10 265,7	10 531,0	2,6	10,2
MONNAIE FIDUCIAIRE	1 596,8	1 802,3	1 773,4	-1,6	11,1
MONNAIE SCRIPTUTALE :	3 809,8	3 548,4	3 963,6	11,7	4,0
BEAC	5,5	2,6	3,6	42,0	-33,6
Banques créatrices de monnaie	3 774,0	3 516,1	3 933,7	11,9	4,2
Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	26,8	26,2	26,2	0,0	-2,2
CENTRE DES CHEQUES POSTAUX (CCP)	3,5	3,5	0,0	-100,0	-100,0
DISPONIBILITES MONETAIRES	5 406,6	5 350,7	5 737,0	7,2	6,1
QUASI-MONNAIE	2 590,4	2 919,1	2 997,0	2,7	15,7
Banques créatrices de monnaie	2 556,8	2 884,4	2 962,3	2,7	15,9
Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	33,6	34,7	34,7	0,0	3,5
DISPONIBILITES MONETAIRES ET QUASI-MONETAIRES	7 997,0	8 269,8	8 734,0	5,6	9,2
AUTRES POSTES NETS	1 562,8	1 995,9	1 797,0	-10,0	15,0

Sources : BEAC, MINFI

# COMITE DE REDACTION

## **Directeur de publication**

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances

## **Directeur de publication Adjoint**

YAOUBA ABDOULAYE, Ministre Délégué

## **Superviseur**

NGAKOUMDA Gabriel, Chef de la Division de la prévision

## **Coordonnateur technique :**

MOHAMADOU AMINOU, Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

## **Rédaction et relecture :**

- NANA Jacques Barnabé, Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du Secteur Ex-  
térieur ;
- LELE TAGNE Berlin, Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de l'Economie Réelle ;
- NKAKE EDINGUELE Zacharie, Chef de Cellule des Finances Publiques ;
- AWONO Frédéric, Chef de la Cellule Informatique ;
- DONGMO TSANGUE Christian, Chef de Cellule de la Balance des Paiements ;
- FORGWEI Festus NYOWEKE, Chef de Service des Affaires Générales ;
- ZIBI ATANGANA Jean Florian, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MENDOUGA Serge Hervé, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDOUMBE LOBE Benoit, Chargé d'Etudes Assistant ;
- WAYANG, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MOUSSA Joseph ; Chargé d'Etudes Assistant ;
- TONYE Jacques, Chargé d'Etudes Assistant ;
- PENDA Simon Micarel, Chargé d'Etudes Assistant ;
- ABBA SANDJABE, Chargé d'Etudes Assistant ;
- BANGUE Charles, Chargé d'Etudes Assistant ;
- FOKA Felix, Chargé d'Etudes Assistant ;
- OMBE Antoinette Raïssa, Chargé d'Etudes Assistant
- WAKAM Ignace, Chargé d'Etudes Assistant ;
- BEYINA EDZANA Yves Pantaleon, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDONGO Epse ONANA René Carole, Chargé d'Etudes Assistant ;
- METSAMA Martin, Cadre ;
- HAMADOU DAOUDA, Cadre ;
- NJI FIFEN NGANGUE H, Cadre ;
- TABI MVE Guy Stéphane, Cadre ;
- DONGMO GAPGHO Boris, Cadre ;
- PENATOUHI AJARA, Cadre ;
- LEKANE ZOLEFACK, Cadre ;
- ABDOULKADRI VACHIMA, Cadre.